

La Lettre Industrielle FO Energie et Mines**Faire face aux offensives des prédateurs !*****Edito.***

Cette rentrée se déroule dans un contexte industriel qui reste incertain. On pense évidemment aux propos du nouveau Ministre De Rugy selon lequel la structure d'EDF ne pourrait rester en l'état : il s'agit là d'une nouvelle tentative de casse d'EDF et FO s'opposera de toutes ses forces à celle-ci comme à toutes les autres.

Il y a aussi les arbitrages à venir sur la PPE, la question de l'hydraulique et des centrales à charbon.

Mais le contexte social est tout aussi lourd avec notamment le dossier explosif des retraites et des mécontentements qui montent sur l'emploi, les salaires et l'absence de reconnaissance des salariés.

Pourtant, les comptes semestriels du groupe EDF rendus publics le 31 juillet traduisent un net rebond pour EDF. En particulier, l'EBITDA est en hausse organique de près de 19% et le résultat net courant est de 1,7 mds d'euros, en progression de 27 %. Tout cela alors que les investissements nets restent très élevés. Ils s'élèvent à plus de 5,4 milliards euros dont 1,577 pour les nouveaux développements (Linky et surtout HPC).

Les résultats ont été marqués par une forte hausse de la production nucléaire et plus encore hydraulique. Ils sont aussi marqués par l'amélioration des prix des marchés de gros.

Rappelons à cet égard, que la direction s'était appuyée sur la baisse des prix de marché ces deux dernières années pour tenter de « justifier » ses coupes dans les effectifs et son refus d'augmenter les salariés à la hauteur de leurs efforts. Aujourd'hui, cet « argument » est tombé. Il est plus que jamais urgent que les personnels bénéficient de ces résultats et pas seulement l'actionnaire principal : l'Etat.

Comme dans la première Lettre, vous trouverez les éléments industriels qui nous sont apparus les plus significatifs.

Bonne lecture.

Jacky CHORIN, Administrateur EDF

Serge GIANORSI, Délégué Syndical Central EDF

MIX ENERGETIQUE

PPE : décision fin octobre

Cette PPE doit fixer l'évolution des énergies à travers un document prescriptif portant sur la période 2019-2023 et un document indicatif portant sur celle 2024-2028.

Même si l'électricité ne représente que 25% de l'énergie consommée en France très loin derrière le pétrole (44%), les lobbys anti-nucléaires essaient en permanence de focaliser sur la place du nucléaire dans l'électricité que la loi de transition énergétique avait fixée à 50% à « l'horizon 2025 ».

Nicolas Hulot avait admis en novembre 2017 que l'atteinte de cet objectif entrainerait une dégradation du bilan carbone de la France. Le Premier Ministre a parlé le 5 septembre d'un « horizon 2035 ». Et on vient d'apprendre que les arbitrages qui à l'origine devaient être fixés en juillet, puis en septembre étaient finalement reportés fin octobre.

Dans ce contexte, l'étude de WWF France qui demande pour sa part la fermeture de 23 centrales nucléaires d'ici 2030 constitue une nouvelle et violente attaque contre EDF et ses salariés puisque le texte évoque la suppression de 10.000 emplois à EDF et 20.000 chez les sous-traitants !

FO a aussitôt publié un texte démontant les pseudo-arguments de cette association anti-nucléaire.

D'une manière générale, FO a participé activement à tous ces débats et a publié un cahier d'acteurs au niveau confédéral. Plus que jamais, c'est la nécessité de répondre à l'urgence climatique qui doit être notre priorité absolue. Et rappelons-le, baisser la part du nucléaire ne fait en rien avancer la cause du climat !

Et pourtant, une enquête IPSOS de 2017 indique que 75% des Français les plus hostiles au nucléaire sont persuadés que cette énergie contribuait « beaucoup » à l'effet de serre !

Il y a encore vraiment de la pédagogie à faire !

Un rapport sur le nouveau nucléaire est dévoilé par la presse

Les Echos ont annoncé le 30 août, soit peu après la démission de Nicolas Hulot, qu'un rapport rédigé par Yannick d'Escatha et Laurent Collet-Billon plaidait pour le lancement de 6 EPR à partir de 2025.

L'article indique que ce rapport a été commandé par deux Ministres, Bruno Lemaire mais aussi un certain Nicolas Hulot et que la « lettre de mission des deux Ministres » stipulait que « cette étude avait pour objet de faire le point sur « le maintien des capacités industrielles de la filière nucléaire en vue de potentielles nouvelles constructions de réacteurs ». Ou comment « les impacts d'éventuelles périodes d'inactivité [...] et les conditions dans lesquelles les capacités industrielles requises pour la construction de réacteurs pourraient être remobilisées après une période d'inactivité prolongée ».

Dans un contexte où l'analyse communément partagée est celle selon laquelle les difficultés de la filière nucléaire française sont largement dues au fait qu'il n'y a pas eu de construction de centrales durant une quinzaine d'années, la question était donc posée du maintien des compétences de cette filière qui emploie 220.000 salariés et de son attractivité dans la durée.

Ce qui implique évidemment que cette industrie reste, comme FO le soutient, une industrie d'avenir.

Le rapport, toujours non rendu public, serait même apparemment **entièrement** classé « confidentiel défense » selon le journal, et ceci contrairement au rapport Roussely sur l'avenir du nucléaire civil de 2010.

Il suggère « la construction d'un premier exemplaire, qui démarrerait en 2025 (date du « premier béton », qui acte le début d'un chantier nucléaire), pour une entrée en service en 2035. La construction d'un deuxième réacteur serait lancée deux ans après le premier, et ainsi de suite pour construire ces trois premières paires », soit six centrales.

En réponse, Bruno Lemaire a réaffirmé qu'il « faudra de toute façon attendre que l'EPR de Flamanville soit achevé avant d'ouvrir de nouveaux chantiers ».

Intéressant car c'est l'argument mis en avant par les syndicats sur Hinkley Point et c'est un certain Emmanuel Macron, alors Ministre, qui avait écarté l'argument au nom du maintien des compétences de la filière mais surtout pour sauver Areva NP en grandes difficultés. Maintenant qu'Areva NP, devenue Framatome, a été rachetée par EDF, la musique est toute autre...

Décidément, le « nouveau monde » a des raisonnements qui souvent défient l'entendement !

CONCURRENCE

L'hydraulique suscite les appétits de Total...

Le sujet hydraulique reste un des sujets les plus sensibles industriellement et socialement. FO continue plus que jamais à refuser toute ouverture à la concurrence qui serait injuste car aucun autre pays n'a ouvert ses concessions et qui se traduirait par une nouvelle désoptimisation du système électrique français. Nous agissons depuis plusieurs mois en Intersyndicale et avec le soutien de nombre d'élus locaux et multiplions les pressions tant auprès du Gouvernement Français qu'auprès de la Commissaire Européenne Vestager. Une nouvelle lettre a été envoyée au Président de la République et une rencontre en Interfédérale avec Mme Vestager a eu lieu le 11 septembre.

C'est dans ce contexte que Total, qui s'est lancé dans la commercialisation d'électricité et qui vient de racheter Direct Energie a manifesté publiquement son intérêt pour nos concessions. Ils ne manquent pas d'air !

Un argument supplémentaire qui ne peut que renforcer l'opposition de FO et des hydrauliciens à ce dépeçage programmé d'EDF au profit d'intérêts privés !

...et les clients domestiques, ceux de Leclerc !

Dans cette course à l'échalote contre le service public et EDF, un nouveau venu, Leclerc qui veut lancer une offre à son tour. Censée être moins chère que le tarif réglementé, elle ne se traduirait pour certaines de ces offres par une remise de bons d'achats chez Leclerc !

No comment si ce n'est que pour FO, l'électricité n'est pas un bien comme les autres et que toutes ces manœuvres montrent l'absurdité de ce système.

Les concurrents d'EDF sont régulièrement épinglés

Chacun a pu constater qu'il pouvait être démarché par des prestataires des nouveaux fournisseurs d'énergie qui se faisaient passer pour EDF ou qui donnaient des informations trompeuses. Le médiateur de l'énergie dénonce régulièrement ces dérives, notamment dans son dernier rapport publié en mai 2018. Une association de consommateurs a pour sa part intenté un procès en justice pour contester des publicités trompeuses de certains fournisseurs affichant des baisses de prix non conformes à la facture réelle des clients.

Certaines pratiques ont d'ailleurs déjà été sanctionnées. C'est ainsi qu'Engie a été condamnée en 2017 pour concurrence déloyale envers EDF. Quant à Direct Energie, elle a reçu une mise en demeure de la CNIL en ce qui concerne l'absence de consentement –ou la mauvaise qualité de l'information donnée aux clients- à l'occasion de Linky.

On peut néanmoins regretter que les sanctions contre ceux qui trichent ne soient pas réellement à la hauteur du préjudice subi par notre entreprise, notamment sur son image.



GEOPOLITIQUE

L'électricité suscite aussi l'intérêt des chinois

Extraits d'un article du Monde.fr du 29 août.

« En mai, l'annonce de l'Offre publique d'achat (OPA) du groupe China Three Gorges (CTG) sur Electricité du Portugal (EDP) a fait soudainement prendre conscience qu'une entreprise chinoise pouvait mettre la main sur un important électricien européen. La prise de contrôle de « l'EDF portugais » n'a pas encore eu lieu et plusieurs obstacles importants subsistent. Mais cette opération de 9 milliards d'euros a rencontré un écho favorable à Lisbonne.

Quelques semaines plus tard, en juillet, un autre groupe chinois, State Grid, annonce son intention d'entrer au capital de l'un des réseaux haute tension en Allemagne, 50Hertz. Très rapidement, le gouvernement d'Angela Merkel s'y oppose et mobilise la banque publique d'investissement pour bloquer ce projet.

Ces deux exemples illustrent l'appétit insatiable de la Chine pour l'énergie européenne. Depuis 2011, environ 34,5 milliards de dollars (29,4 milliards d'euros) ont été investis dans des entreprises du secteur, selon les données compilées par l'agence Bloomberg. A tel point que l'énergie est la deuxième industrie dans lequel les capitaux chinois ont le plus afflué ces dix dernières années en Europe – derrière la chimie ».

La question des réseaux est encore plus centrale comme l'indique l'article.

« Il faut bien comprendre que c'est l'opérateur du réseau de transport qui définit les règles du jeu, c'est crucial, explique-t-il. Or c'est précisément là-dessus que se concentrent les plus grosses opérations. Ensuite, les Chinois n'achètent que du matériel chinois, donc l'impact sur l'économie locale peut être destructeur ». « C'est aussi le désengagement des Etats des infrastructures qui ouvre la porte aux capitaux chinois », note M. Percebois.

La stratégie chinoise révèle au grand jour les faiblesses européennes : l'incapacité d'avoir une politique énergétique commune, les difficultés financières des électriciens historiques, la mise en place d'une concurrence sans garde-fous... »

On a repris l'article tel quel car il n'y a rien à ajouter...on pourrait dire malheureusement !

Et pendant, ce temps, l'Europe supprime les taxes sur les panneaux solaires

Les restrictions sur la vente de panneaux solaires chinois dans l'Union européenne ont pris fin le 3 septembre. En vigueur depuis 2013, ces taxes visaient à protéger l'industrie solaire européenne face à ces importations massives de panneaux chinois meilleurs marchés.

Si les importateurs et installateurs européens de panneaux photovoltaïques ont salué la fin de ces restrictions, les fabricants de panneaux solaires craignent, eux, de nouvelles importations massives. Regroupés au sein d'EU ProSun, ils avaient demandé une nouvelle prolongation de ces mesures antidumping, en affirmant qu'une levée serait « *dévastatrice pour l'industrie* » en affichant des pertes de 40 000 emplois !

La Chine a des capacités excédentaires dans la fabrication de panneaux solaires de 30 gigawatts. Le marché européen dans son ensemble en représente environ 7 gigawatts. La guerre commerciale avec les Etats-Unis, après la mise en place de taxes douanières par l'administration Trump, ne lui offre guère d'autres débouchés...

Voilà le résultat auquel on parvient. On développe le solaire grâce aux importations chinoises fabriquées dans des conditions sociales et environnementales dégradées, on finance le solaire par le biais de subventions publiques payées par les citoyens français et on tue l'industrie européenne. Tout cela au nom de cette transition énergétique !

EDF fait l'objet d'attaques incessantes depuis plusieurs mois mais en réalité, ce sont le personnel, le service public, l'entreprise et au final les citoyens qui sont attaqués. Ceci à des fins purement financières et politiciennes au détriment des valeurs républicaines. Plus que jamais, FO Energie et Mines sera à côté du personnel afin de faire face aux différents prédateurs et défendre les intérêts des personnels, de l'entreprise et des citoyens.